

Document

Afghanistan. Malalai Joya : « Pas de démocratie sous occupation »

(<http://www.voltairenet.org/> - par Dominique Bari)

10.04.2010

Malalai Joya est une femme en colère. En colère contre la guerre que mène la coalition internationale en Afghanistan, son pays, en colère contre les bombes de l'Otan qui tuent les civils dans les villages, en colère contre l'appel à la réconciliation avec les talibans et les seigneurs de guerre. « Faites cesser les massacres dans mon pays, faites retirer les troupes étrangères pour que s'arrête la talibanisation ! » lance la jeune députée afghane aux opinions publiques occidentales.

Dominique Bari : *La conférence de Londres, qui s'est tenue fin janvier, a officialisé une négociation avec les dirigeants de l'ancien régime taliban. Que peut-il se passer ?*

Malalai Joya : Des millions de dollars ont été promis au régime de Karzai pour que les insurgés déposent les armes alors que des millions d'Afghans meurent de pauvreté. Cela va conduire à la réhabilitation des talibans, ils vont prendre le contrôle de la Loya Jirga, l'assemblée des anciens et des représentants des tribus qui doit se réunir prochainement. Croit-on pouvoir établir la démocratie avec de tels réactionnaires ? Mais les talibans ne sont pas les seuls intégristes. Quand les États-Unis et leurs alliés ont renversé le régime du mollah Omar, ils ont installé à sa place d'autres fondamentalistes, des seigneurs de guerre alliés à l'Alliance du Nord, que dirigeait Massoud. Ce groupe ressemble aux talibans sur le plan des croyances. Au cours des dernières années, il y a eu toute une série de lois et de décisions de justice scandaleuses. Sous prétexte de réconciliation nationale, on a accordé l'immunité aux seigneurs de guerre et autres criminels de guerre connus, dont plusieurs siègent au Parlement. Ces anciens seigneurs de guerre ont des postes élevés, ils sont au Parlement, dans les ministères, l'administration judiciaire, et ils sont tous corrompus. Et voilà maintenant que l'ONU elle-même biffe de sa « liste noire » les noms d'anciens dirigeants talibans. Est-ce avec de tels actes que l'on construit l'avenir d'un peuple ? À moins de lui faire croire que c'est l'usine Coca-Cola, inaugurée par le président Karzai dans la banlieue de Kaboul, dans notre pays pauvre où l'eau est une denrée précieuse, qui doit servir d'emblème des bienfaits du progrès occidental...

Dominique Bari : *Vous avez été élue au Parlement en 2005. Dix-huit mois plus tard, vous en étiez expulsée, pourquoi ?*

Malalai Joya : Lors de la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire, j'ai présenté « mes condoléances au peuple afghan ». Ce qui évidemment n'a pas plu à de nombreux députés, qui se sont plaints d'être offensés. Ce sont ces seigneurs de guerre qui ont voulu mon exclusion. J'avais rappelé qu'ils avaient saccagé Kaboul pendant la guerre civile qui s'est déroulée de 1992 à 1996 et qu'ils étaient responsables de la mort de dizaines de milliers de personnes. J'ai dit qu'ils devaient être traînés devant les tribunaux internationaux. J'ai aussi dénoncé la corruption, alimentée par les milliards versés par la communauté internationale au nom de la reconstruction. Très vite je n'ai même plus pu. Ils coupaient aussitôt mon micro quand je demandais la parole et je devais crier à pleins poumons sous les insultes et les menaces. Des députés m'ont défendue, des hommes, des femmes, mais ils étaient peu nombreux. On m'a traitée de communiste et d'infidèle. Des injures suprêmes à leurs yeux. J'ai fini par comparer, lors d'un entretien télévisé, le Parlement à un zoo ! Pire qu'une étable car, au moins, il y a des animaux qui servent à quelque chose.

Dominique Bari : *À quoi vont servir les renforts de troupes annoncés par Obama ?*

Malalai Joya : La guerre ne visait pas à apporter la démocratie et la justice ou à déraciner des groupes terroristes, elle a servi à pérenniser l'occupation, installer des bases militaires et à garder la mainmise sur la région où se trouvent de grandes ressources naturelles. Obama est comme Bush, voire pire puisqu'il intensifie la guerre, et la porte au Pakistan. Le gouvernement américain maintient une situation dangereuse pour rester plus longtemps en Afghanistan, et surveiller ainsi plus facilement des pays voisins comme l'Iran,

le Pakistan, la Russie, l'Ouzbékistan. Si Obama ne retire pas ses soldats, il y aura plus de sang et plus de désastres. Regardez les bombardements de l'Otan. Dans ma province de Farah, en mai (2009 – NDLR) plus de 150 civils ont été tués. Ce massacre permet au monde d'entrevoir les horreurs auxquelles notre peuple fait face. Mais veut-on vraiment les voir ? J'ai organisé une conférence de presse, un homme du village de Geranai, accablé de douleur, est venu expliquer qu'il avait perdu 20 membres de sa famille dans le massacre. N'aura-t-il pas envie, lui ou d'autres jeunes gens, de rejoindre les insurgés, même s'ils sont des intégristes ?

Dominique Bari : *Le sort réservé aux femmes sous le régime taliban avait fini par émouvoir l'opinion publique internationale. Qu'en est-il aujourd'hui ?*

Malalai Joya : La Constitution afghane contient des clauses concernant les droits des femmes. J'étais l'une des nombreuses déléguées, à la Loya Jirga de 2003, qui ont poussé fort pour leur inclusion, mais elle est marquée par la forte influence des fondamentalistes avec lesquels Karzai et l'Occident ont fait des compromis. Le texte fondamental a beau déclarer l'égalité entre les hommes et les femmes, le pays est régi selon la charia. La soi-disant démocratie de la Constitution officielle est bafouée systématiquement. Elle ne sert que de faire-valoir pour attirer les deniers de l'assistance internationale, généralement détournés. L'Afghanistan est aujourd'hui un pays où les femmes, souvent des gamines de quatorze ou quinze ans, qui fuient le domicile conjugal à cause de l'extrême violence, sont considérées comme criminelles et emprisonnées. On peut, certes, constater un retour des filles à l'école, mais les chiffres ne tiennent pas compte du nombre d'entre elles qui sont obligées de la quitter à cause des menaces pour leur sécurité et des pressions familiales pour se marier. Le suicide est devenu l'ultime arme des jeunes femmes désespérées, qui sont conscientes d'alternatives, mais qui savent qu'elles n'y auront jamais droit.

Dominique Bari : *Et quelles sont, justement, ces alternatives ?*

Malalai Joya : Toutes les troupes étrangères doivent partir et les milices des seigneurs de guerre démantelées. La démocratie ne peut être établie par une occupation qui ne fait qu'étendre et renforcer la talibanisation de mon pays. Et c'est mon peuple qui en souffre. Si les États-Unis et les troupes de l'Otan qui occupent notre pays ne quittent pas volontairement l'Afghanistan dans un délai raisonnable, ils vont être confrontés à encore plus de résistance de la part des Afghans. Volontairement, les gouvernements occidentaux ne veulent pas voir que des gens se battent pour reconstruire leur pays dans la paix et la sécurité, en respect des droits de chacun et de chacune. Des partis, des associations démocratiques luttent le plus souvent dans la clandestinité. N'oublions pas que la Constitution interdit l'existence de partis laïcs qui ne se réfèrent pas au Coran. Les manifestations étudiantes contre les plus récents bombardements, tout comme les protestations de centaines de femmes, le mois dernier à Kaboul, montrent au monde la voie vers une réelle démocratie en Afghanistan. Il y a beaucoup de héros et d'héroïnes obscurs. Ils luttent dans leurs ville et village. Pourquoi aucun dirigeant occidental ne veut reconnaître l'existence même d'une force progressiste qui pourrait émerger et jouer un véritable rôle? Je ne perds pas espoir, nous avons besoin de l'aide des opinions publiques occidentales et, au cours de mes voyages, je me rends compte qu'elles bougent. Il y a eu des manifestations contre l'envoi de renforts, on ne croit plus à une « guerre juste ». La pression doit monter pour faire fléchir les gouvernements bellicistes.

Dominique Bari

Source **L'Humanité (France)**